

*Taxe d'accise—Loi*

Je ne veux pas rejeter tout le blâme sur le ministre de la Justice.

**Une voix:** Asseyez-vous alors.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Je m'assejerai, mais le député vient de m'inviter à parler un petit peu plus longtemps. Si nous voulons poursuivre ce débat, il n'est que juste de dire que le ministre des Finances s'est fourvoyé. Il nous a donné le meilleur exemple possible de la politique libérale; elle ressemble au parachute automatique qui s'ouvre à l'impact.

Les vis-à-vis ne font aujourd'hui aucun cas de la décision de M. l'Orateur, qui a pu lui être inspirée par le Ciel pour faire voir au ministre des Finances à quel point les dispositions du bill C-66 qui visent les consommateurs sont injustes, discriminatoires et blâmables.

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre. Je ne veux pas empêcher le député de parler du bill, mais j'espère qu'il n'interviendra pas dans le débat pour critiquer la décision de la présidence. Le député a assez de jeu et de latitude pour faire un bon discours sans faire allusion au rôle de la présidence.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Monsieur l'Orateur, si j'ai mêlé la présidence au débat, c'est en la plaçant du côté du Seigneur.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Monsieur l'Orateur, j'en viens maintenant à la substance même du débat. Le bill C-66 impose une taxe cruelle, rigoureuse, rétrograde et injuste à une bonne partie de la population canadienne. Tant et aussi longtemps que l'actuel ministre des Finances continuera à occuper son poste, il sera connu sous le nom de «Turner-Dix-Cents». On s'en souviendra comme du ministre des Finances qui a de nouveau poignardé le consommateur canadien dans le dos.

**Des voix:** Bravo!

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Il sera connu comme le ministre des Finances qui, à l'instar de tous ses prédécesseurs, a planté une lame acérée dans le dos du consommateur canadien. Je ne veux pas faire passer le ministre des Finances pour un assassin sans envergure. Lorsqu'il se décide de frapper, il frappe bien: à coups de 350 millions de dollars.

Je veux demander à ces supposés modèles de vertu et ces supposés spécialistes de l'organisation ce que la taxe accomplira, si ce n'est faire payer les consommateurs? Elle n'accomplira rien, monsieur l'Orateur. Si l'on en croit le gouvernement, le principal problème du Canada est l'approvisionnement en produits pétroliers.

**M. Poulin:** Parlez plus fort, nous n'entendons rien.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Je ne comprends jamais ce que dit le député d'Ottawa-Centre (M. Poulin), parce qu'il ne dit jamais ce qu'il pense. J'aimerais demander au ministre des Finances ce que le budget accomplira. Si le principal problème du Canada consiste à garantir une

[M. Baker (Grenville-Carleton).]

provision régulière et constante de produits pétroliers afin que nous puissions davantage satisfaire nos propres besoins, une seule pièce de 10c. sur la vente d'un gallon d'essence sera-t-elle rendue aux producteurs du Canada? La réponse est non, monsieur l'Orateur. Le budget contient-il une seule mesure qui garantira un gallon d'essence supplémentaire aux consommateurs de l'Ouest? Encore une fois, monsieur l'Orateur, la réponse est non. C'est un budget rapace présenté par un gouvernement rapace.

Qu'est-ce que les messieurs d'en face ont dit? Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie), ainsi que le ministre des Travaux publics, qui est en même temps ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Drury), ont dit que nous allions nous engager dans un vaste programme de recherches et de développement qui nous permettra de devenir maîtres chez nous. D'autres ministres nous ont parlé de la nécessité de trouver des combustibles de rechange. Je demande où iront ces 350 millions de dollars? Seront-ils affectés à ces programmes valables que nous appuyons? Bien sûr que non; ils iront dans les coffres de l'État.

**M. Sharp:** C'est les consommateurs de l'Est du Canada qui vont en bénéficier, et vous le savez.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Le leader du gouvernement a jeté suffisamment la confusion aujourd'hui, mais s'il veut prendre la parole, je la lui cède.

**M. Sharp:** Oui, je peux bien le faire.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Pas un seul dollar de cette somme ne retournera aux provinces productrices.

**M. Sharp:** Il ira plutôt aux consommateurs.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Laissez-moi vous parler de l'interpellation du président du Conseil privé (M. Sharp). Il nous demande où va cet argent.

**M. Sharp:** Je ne vous l'ai pas demandé, je vous l'ai dit.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Nous savons où ira cet argent. Il servira à combler le déficit du programme de compensation du coût des importations de pétrole.

● (2130)

**M. Sharp:** C'est exact.

**Des voix:** Bravo!

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Retenez-vous un peu. Le député ne devrait pas provoquer trop d'indignation pour ses capacités.

**Des voix:** Bravo!

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Cette mesure servira à cette fin. Qu'en résultera-t-il? Elle accablera une très petite partie mal protégée des travailleurs canadiens, c'est-à-dire ceux qui utilisent leur voiture pour aller travailler. Ce sera le simple travailleur qui supportera tout le fardeau de ce problème national. C'est non seulement de l'injustice, mais aussi de la discrimination.

**Des voix:** Bravo!